

Emprunt, budget... soumis à la question, le préfet joue les pompiers de service

La tribune n'était pas un peloton d'exécution, mais cela n'a pas empêché certains maires de sortir les cartouches.

Isabelle Barthe, maire de Cernoy, ouvre le feu : « Je



crois qu'on marche sur la tête, dans mon petit village de 300 habitants, on me dit d'emprunter sur 50 ans. Alors je le fais et je dis à mes successeurs démerde-toi avec ça ? Je me demande comment mon village va survivre.»

C'est carrément la kalachnikov que le maire de Fresnes-Léguillon va utiliser au moyen d'une parole bien décomplexée. Ce maire, **Jean-Michel Bouchard** (ci-contre), tailleur de pierre de profession, pro-

pose une méthode pour tailler... dans les effectifs des mairies : « *Ne pourrait-on pas changer le statut des fonctionnaires pour qu'on puisse faire du tri dans notre personnel?* »

Si personne en tribune ne s'avance à répondre à Jean-Michel Bouchard, le secrétaire général de la préfecture tente de rassurer Isabelle Barthe en répétant son équation de non-baisse des dotations, mais d'inflexion des dépenses et, pour simplifier le tout pense-t-il, il ajoute : « *Il va falloir s'y habituer, c'est un changement de paradigme.* »

Lionel Ollivier remarque alors : « *Si j'ai bien compris, mécaniquement ce sont les*



grosses agglomérations, les plus riches, qui vont être perdantes ? » Alain Vasselle acquiesce en citant Compiègne et Beauvais.

Un peu plus tard, l'architecte des Bâtiments de France va être la cible du maire de Fresnes-Léguillon : « *Comment peut-il retirer un projet d'éoliennes au prétexte qu'une nécropole se situe à 10 km de là? Quand on veut le rencontrer, il est inaccessible, il n'y a pas de numéro de téléphone, ses décisions sont indiscutables.* » Cette deuxième sortie du maire semble rencontrer dans la salle un écho favorable.

Le préfet Louis Le Franc (ci-dessous) vient au secours de l'architecte visé. Puis Alain Vasselle dit que quelqu'un l'a



vu ce matin et qu'il serait opportun qu'il réponde lui-même. On l'appelle, il semble être déjà parti, pas de chance.

Contre toute attente, un phénomène étrange va se produire puisque le préfet va se transformer en père Noël, sans doute un effet de la saison. Il va, à deux reprises, répondre ceci à deux maires différents : « *J'ai bien entendu votre demande. Votre emploi aidé qu'on vous a refusé, je vous le dis, vous allez l'avoir.* » Applaudissements.

PASSE D'ARMES BASCHER / LE FRANC

Plus fort encore, le préfet déclare avoir sur sa table en ce moment « *plus d'offres d'emplois aidés que de demandes.* »

C'est à cet instant précis que **Jérôme Bascher** (ci-dessous),



sénateur, entre dans la ronde et visiblement sans avoir tourné sept fois sa langue dans sa bouche : « *Vous comprenez que quand on est à la tête d'une collectivité, on ne peut pas gérer correctement avec votre "stop-and-go" sur les emplois aidés, un coup on nous dit non, puis après oui, seulement on a des budgets à préparer.* »

Une phrase qui n'est pas tombée dans l'oreille d'un sourd, mais dans celles du préfet : « *Vous savez, je suis militaire. Le sénateur a choisi une stratégie frontale, ce sont souvent celles qui font le plus de morts. La stratégie c'est le chef de l'État qui la conduit, la baisse des effectifs ne date pas d'hier. Demandez dans n'importe quelle collectivité et vous verrez qu'en 10 ans, ils ont baissé de 30 à 40%. Il s'agit donc d'être plus modéré dans ses analyses, je n'en dirais pas plus.* » Ambiance.

DÉSESPÉRÉE...

Enfin, la palme de l'intervention la plus amusante, mais en même temps désespérée, revient à **la maire de Sainte-Ge-**

neviève, Jacqueline Vanbersel (ci-dessous) qui



voudrait bien agrandir ses écoles : « *les enfants, j'en peux plus, j'en ai trop, si vous en voulez je vous en donne des enfants. C'est bien simple, le matin en arrivant à la mairie ou dans ma ville, je vérifie si des femmes sont enceintes !* », s'écrie-t-elle, déclenchant une belle vague de rires en tribune et dans la salle. « *Je suis débordée tellement il y a d'enfants, je voudrais faire des travaux, mais on me plafonne à 200 000 euros et je n'arrive pas à avoir de réponse de la région.* » En tribune, on lui promet alors une réponse très rapide.